

une balance de 1,675,000. Le Canada a dû déboursier pas moins de \$50,000,000 pour amener ces gens au pays. Le Canada est en mesure de subvenir aux soins d'une population beaucoup plus forte que celle que nous avons à présent mais tant que nous aurons 500,000 chômeurs et plus d'un million de personnes bénéficiant du secours direct, il serait absurde, il me semble, d'essayer d'amener de force des étrangers au pays.

Par malheur, monsieur l'Orateur, trop de gens, songeant à résoudre le problème du chômage, y ont vu une cause plutôt qu'un effet. Tant que nous ne comprendrons pas que c'est le résultat de plusieurs éléments conjugués et tant que nous n'aurons pas fait la lumière sur ces éléments, la solution nous échappera. Mais on comprend de plus en plus que le chômage résulte surtout du machinisme grandissant. N'oublions pas, d'un autre côté, que le machinisme permet de hâter la production. C'est tellement vrai que nous voilà au cinquième rang des pays exportateurs. L'honorable représentant de Shelburne-Yarmouth (M. Ralston) a émis un doute à ce sujet et nous a assigné le huitième rang. Même dans ce cas, ce n'est pas si mal. Le machinisme nous permet de produire une plus grande quantité de marchandises avec une main-d'œuvre amoindrie. Pourquoi donc augmenter le nombre de nos miséreux? Comprendons que, grâce à notre puissance productrice,—réalisée non pas seulement par un ou deux individus, mais par les progrès de ces dernières années, chacun d'entre nous a droit à sa part de richesse intellectuelle. Si nous pouvons produire la richesse matérielle si facilement, nous devrions trouver les moyens de la répartir. Par malheur, nous manquons de la puissance d'achat nécessaire à l'acquisition des marchandises ainsi produites. On a cherché des méthodes pour s'en défaire. La plus répandue est sans doute celle de la vente à tempérament, qui plonge les gens dans les dettes. Cette solution n'a qu'un effet temporaire; en temps de déflation, nous nous en trouvons d'autant plus mal en tout point. Des gens parlent d'exporter l'excédent de la production. Il n'est pas avantageux d'exporter si l'on ne veut pas importer en retour. Compte tenu des sommes dues par le Canada pour les intérêts et les services reçus, il n'y a aucun avantage pour lui à exporter plus qu'il n'importe, puisqu'il se contente alors de donner ses marchandises pour rien. D'aucuns veulent que nous exportions pour approvisionner l'étranger, sans songer à la nécessité d'approvisionner nos propres gens. Je ne sais au juste quelle proportion de nos affaires représente le commerce intérieur; ce doit être environ 66 p. 100. Nos gens ne vivent pas sur un pied très élevé. Ainsi, nous pourrions parfaitement consommer

au pays une bien plus grande somme de marchandises et de services.

L'exposé budgétaire du ministre des Finances, lequel ressemble aux exposés antérieurs présentés non seulement par lui mais par ses prédécesseurs, semble appuyer particulièrement sur la question des dettes et de la pénurie où nous vivons. On pourrait croire le pays en état de siège à entendre des gens occupant des postes élevés demander aux gens de travailler de plus en plus fort pour produire davantage, tout en conseillant de consommer de moins en moins. En d'autres termes, leur système consiste à se serrer la ceinture. Cette idée est désuète. Les circonstances actuelles diffèrent de celles où se voyaient les générations précédentes. A des maux nouveaux, il faut des remèdes nouveaux. Au Canada, malgré notre grande puissance productrice et notre puissance de consommation bien moindre, nous semblons craindre de permettre aux Canadiens de faire des échanges entre eux. Le besoin de l'heure, c'est l'augmentation de l'argent dont peuvent disposer nos gens. Un des moyens d'y arriver serait de mettre l'argent en circulation par l'exécution de divers travaux publics, comme ceux qu'on réalise maintenant sur une petite échelle. Le Gouvernement songe, paraît-il, à étendre ce programme de construction. C'est fort bien, mais ce n'est peut-être pas le meilleur moyen de procurer de l'argent à la population. Ces travaux publics ont pour effet de stimuler temporairement les affaires, mais, dès la fin de leur exécution, on retombe dans le marasme. Au sujet des travaux à exécuter, je rappelle au Gouvernement qu'il existe à Montréal non moins de 25,000 maisons considérées comme antihygiéniques par le bureau d'hygiène de la ville. Il existe un état de choses semblable à Toronto, et dans toutes nos grandes villes. Je ne veux pas dire que les gens de la campagne, surtout dans les Prairies, sont logés dans des maisons confortables ou dont on a lieu d'être fier. On y pourrait accomplir beaucoup, surtout pour améliorer l'intérieur des maisons rurales.

La question du revenu ou de la puissance d'achat présente deux aspects: d'abord, l'inégalité des revenus, démontrée, tous mes honorables collègues le savent, par les déclarations de revenus pour les fins de l'impôt, et qui résultent de diverses causes que j'énumérerais si j'en avais le temps, et deuxièmement, l'inexistence, à toute époque, de l'argent nécessaire pour acheter la masse des marchandises offertes. C'est là un facteur important.

Je constate avec plaisir que le Gouvernement a augmenté l'impôt sur les gros revenus. Il aurait pu aller plus loin, mais ce qu'il a fait constitue certainement un pas dans la